

# Les déboires d'EDF: le piège mortel des EPR d'Hinkley Point

18 févr. 2016 | Par [martine orange](#)  
- Mediapart.fr

Pour les syndicats et de nombreux responsables d'EDF, c'est le projet de trop, celui qui pourrait faire couler EDF. La construction de deux EPR sur le site britannique d'Hinkley Point, même avec l'aide des Chinois, leur paraît dangereuse, tant industriellement que financièrement. Pourtant, le président d'EDF s'entête.

Cinq mois après, des responsables d'EDF parlent encore de cette photo. Le 21 octobre, le président chinois Xi Jinping, en voyage officiel en Grande-Bretagne, serrait chaleureusement la main du premier ministre britannique, David Cameron, pour marquer la conclusion de l'accord qui officialisait le lancement du chantier Hinkley Point. L'électricien public chinois CGN (China General Nuclear Power Corporation) acceptait de participer à la construction de deux EPR sur le site anglais aux côtés d'EDF, en prenant 33,5 % du projet. Plus tard dans la journée, Jean-Bernard Lévy, le président d'EDF, rejoignait le duo pour une séance de signature de l'accord à Londres. Mais à ses côtés, personne : pas de ministre français, encore moins de premier ministre, pas même l'ambassadeur de France à Londres. Dans ce projet, pourtant, c'est le bilan d'EDF qui est en jeu, les finances publiques qui sont engagées. 25 milliards d'euros selon l'estimation basse de la direction du groupe, et sans doute plus près des 30 ou 35 milliards d'euros dans la réalité.



David

Cameron et Xi Jinping © Guardian

Hinkley Point. La simple évocation de ce site nucléaire appartenant à British Energy, désormais filiale d'EDF, met en alerte les salariés d'EDF. Du sommet de la hiérarchie du groupe à la base, en passant par les syndicats et les cadres, le nombre d'opposants au projet d'EPR britannique va grandissant. Une vraie fronde est même en train de se constituer contre ce programme, [comme le rapporte le JDD du 14 février](#).

Ils en ont pourtant connu, des aventures calamiteuses d'EDF à l'international ([voir EDF: une conquête internationale payée à chéquier ouvert](#))... l'Amérique du Sud au début des années 2000 : 10 milliards d'euros de pertes cachées par des prélèvements sur les prévisions de renouvellement ; Edison en Italie en 2001 : plus de 6 milliards d'euros et une filiale toujours en perte, dont il a fallu encore passer 1,4 milliard d'euros de dépréciation dans les comptes 2015 ; [British Energy en 2008](#) : 15,8 milliards d'euros pour prendre le contrôle de l'électricien britannique, dont la valeur ne cesse depuis d'être dépréciée car il avait été surpayé ; les États-Unis en 2009 : [5 milliards d'euros dépensés en pure perte dans le cadre de la bataille de prééminence avec Areva](#) pour prendre une participation dans le groupe

Constellation qu'EDF s'apprête à vendre à la casse désormais. Dans les comptes 2015, pas une des activités internationales du groupe n'affiche un résultat d'exploitation positif.

Mais Hinkley Point, pour eux, c'est l'aventure internationale de trop, celle qui pourrait être fatale à l'entreprise publique. « *Hinkley Point, c'est un cauchemar. Il faut à tout prix sortir de ce borbier le plus vite possible. EDF risque d'en mourir, avec leurs conneries* », dit un ancien directeur d'EDF. « *Il y a urgence de tout arrêter. L'affaire est trop mal engagée. Il n'y a que des coups à prendre* », renchérit un cadre dirigeant. « *Quand je vois Macron dire qu'il est pour le projet [Emmanuel Macron a apporté son soutien au projet d'Hinkley Point], je me dis qu'il ferait mieux de se taire. Il est irresponsable* », surenchérit un proche du dossier. « *C'est la première fois dans l'histoire d'EDF qu'un projet industriel fait l'unanimité contre lui parmi les syndicats. Tous sont opposés à Hinkley Point. Même la CGT, qui pourtant soutient traditionnellement ce type de programme, est vent debout contre le projet* », relève un autre cadre dirigeant.

[[lire\_aussi]]

Le dossier des EPR britanniques est en train de créer de vraies divisions au sein même du comité exécutif d'EDF. Un communiqué des services centraux de la CGT, publié le 26 janvier, racontait en termes rudes le rapport de force qui s'est instauré dans la direction : « *Le haut management d'EDF est très partagé sur la poursuite du projet [d'Hinkley Point – ndlr]. Hésitations qui contrastent avec le discours du président-directeur général d'EDF [Jean-Bernard Lévy – ndlr]. Il est dans le camp des pour, tout comme le décoré d'outre-Manche [allusion à Vincent de Rivaz, puissant directeur de British Energy qui porte le projet depuis 2008, décoré par la reine d'Angleterre commandant de l'ordre de l'empire britannique – ndlr] et ceux qui sont un peu, beaucoup, responsables et coupables des ratages de Flamanville 3 [allusion notamment à Dominique Minière, directeur du parc nucléaire – ndlr]. Rassurant. Du côté des opposants, sans surprise, se retrouvent la direction financière et, disons, ceux qui pensent un peu au-delà du bout de leur nez. Nous ne citerons pas de noms pour ne pas briser de brillantes carrières, mais sachez qu'aux fonctions centrales, cela fait quand même un beau paquet de monde.* » Selon nos informations, les rapports de force décrits dans ce communiqué sont exacts et nous ont été confirmés par plusieurs cadres dirigeants.

La fronde des salariés et des dirigeants d'EDF contre le projet britannique a d'abord un motif : l'EPR. Le chantier de Flamanville constitue un traumatisme dans le groupe. Le réacteur EPR élaboré par Areva se révèle un monstre de complexité. Les cadres et ingénieurs d'EDF ont beaucoup de mal à maîtriser le programme. Ils ont mesuré aussi qu'ils avaient perdu les compétences pour mener sans encombre un chantier de construction d'un réacteur nucléaire. Un sérieux revers, pour ce groupe qui se présentait comme le meilleur du monde dans la conduite du nucléaire. [Les accidents, les erreurs, les avanies s'y multiplient](#). Le retard pris se compte désormais en années. Au mieux, le réacteur de Flamanville sera achevé en 2018. Et l'addition s'envole : 10,5 milliards d'euros, selon les dernières estimations.

« *À un moment, une partie de la direction s'est même posé la question de savoir s'il ne valait pas mieux tout arrêter. Mais tellement d'argent avait déjà été engagé qu'il a été jugé préférable de poursuivre le chantier. Mais dans l'esprit de nombre de dirigeants d'EDF, il ne doit plus y avoir d'autre EPR sur le modèle de celui construit à Flamanville. Il est urgent de tirer la leçon de l'expérience, de repenser la conception* », raconte un proche du dossier.

Une équipe de recherche et développement a été mise en place ces derniers mois pour remettre tout à plat. Toute la conception est désossée. Objectif : construire avec les normes de sécurité maximale un réacteur nucléaire capable de produire une électricité à 60 euros le MWh. « *Toute la conception se fait à partir du prix* », dit un cadre dirigeant. De son côté, Areva NP, la branche de conception des réacteurs nucléaires, se réorganise. De l'aveu même de son nouveau dirigeant, Bernard Fontana, il faudra au moins deux ans avant que l'entité soit de nouveau en ordre de marche, et ait appris à travailler avec EDF.

## Une garantie illusoire



Projet de

deux EPR à Hinkley Point © EDF

« L'État nous demande de remettre de l'ordre dans toute la filière nucléaire. Puis sans attendre la mise en marche de l'EPR de Flamanville, sans savoir comment il va fonctionner, sans attendre la remise en ordre de la conception, on se lance dans le projet d'EPR pour Hinkley Point. C'est de la pure folie », s'alarme un responsable. Si EDF s'engage dans la construction de deux EPR à Hinkley Point, le groupe va devoir concevoir une sorte d'EPR intermédiaire, un hors-série sans lendemain, affirment plusieurs connaisseurs du dossier.

Dans le cadre de l'accord signé avec le gouvernement britannique, EDF s'engage à ce que la première mise en service du réacteur intervienne en 2023. Un calendrier qui semble tout à fait irréaliste, même pour les observateurs extérieurs. « D'un point de vue réaliste, Hinkley ne peut pas entrer en fonction avant 2025 et encore, dans les hypothèses les plus optimistes. Si le projet subit les mêmes retards que les chantiers existants de l'EPR, la date la plus crédible serait au-delà de 2030. Ce qui serait dévastateur pour EDF », écrit [le chroniqueur Nick Butler sur son blog publié sur le site du Financial Times](#), avant de demander à ce que le gouvernement britannique pense d'urgence à un plan B. L'analyse recoupe celle de cadres d'EDF. « Toutes les conditions sont réunies pour aller vers un échec industriel majeur. Et ce sera EDF qui devra en payer seul les conséquences », s'indigne un ancien directeur.

Pour les opposants au projet d'Hinkley Point, c'est le deuxième immense point de blocage : les conditions financières du contrat leur paraissent très dangereuses pour le groupe. Lorsque les discussions avaient démarré entre EDF et le gouvernement britannique en 2013, un montage financier un peu particulier avait été élaboré. Une structure à part avait été envisagée pour porter l'ensemble du projet de construction des deux EPR, de façon à ce qu'EDF n'ait pas à consolider l'endettement du projet britannique dans ses comptes. En parallèle, l'électricien avait obtenu du gouvernement britannique une garantie sur le prix de rachat de l'électricité produite par les deux EPR, de 92 livres le MWh (environ 120 euros), révisables, sur 35 ans. Ce prix d'achat garanti était assorti d'une autre garantie de l'État britannique sur l'ensemble de la dette liée au projet.

Mais à l'occasion de l'arrivée du groupe nucléaire chinois dans le projet, tout le montage financier a été renégocié. EDF apparaît comme le chef de file avec 66,5 % des parts, aux côtés de CGN qui prend 33,5 %. Mais cela va l'obliger à consolider l'intégralité de la dette liée au projet d'Hinkley Point dans ses comptes. « Le montage précédent n'était qu'un artifice comptable. Mais il faut bien revenir à la réalité : c'est EDF qui portera la totalité de la dette, si le programme d'Hinkley Point voit le jour », relève un cadre du groupe.

L'addition fait frémir beaucoup d'observateurs : le projet est évalué à 25 milliards d'euros. Une estimation basse, selon des connaisseurs qui le chiffrent plutôt autour de 30 milliards d'euros et encore, en espérant que le chantier britannique ne rencontre pas les mêmes difficultés que l'interminable chantier finlandais. L'essentiel du financement du projet est bâti sur l'endettement. Par le fait du seul projet britannique, l'endettement net d'EDF, qui atteint déjà 37,4 milliards d'euros – l'équivalent de ses fonds propres –, pourrait quasiment doubler. Une charge insupportable, qui fait redouter la suite aux salariés d'EDF. La plupart prédisent que ce sont les salariés en France, les activités du groupe qui devront payer l'addition. Le discours de la direction annonçant déjà des ventes d'actifs et des suppressions d'emploi ne leur laisse guère de doutes à ce sujet.

Hinkley Point, redoutent beaucoup, risque d'être le dernier levier pour conduire au démantèlement du groupe. Car

l'aventure risque de n'être jamais rentable. À l'occasion de la révision de l'accord, le gouvernement britannique a en effet modifié son engagement : il veut bien offrir une garantie sur le prix de rachat sur 35 ans, mais supprime toute garantie sur la dette. « *Même les ardents Soviétiques ne planifiaient pas à 35 ans* », ironise le tract de la CGT déjà cité, avant de conclure que cette garantie ne vaut rien. Une analyse que confirme un connaisseur du dossier : « *Tant que l'État britannique se portait garant des dettes du projet, la garantie sur les prix de rachat avait une valeur. Car il devait assumer financièrement toute révision. Maintenant, elle ne vaut plus rien. Ce qu'un gouvernement fait, un autre peut le défaire* », explique-t-il. Déjà, la commission parlementaire britannique réunie sur le sujet trouve que l'électricité des EPR d'Hinkley Point est hors de prix par rapport à l'électricité des énergies renouvelables.

Pour les syndicats et de nombreux responsables d'EDF, il est donc urgent de revoir ce projet, voire d'y renoncer. Alors que de nouvelles interconnexions sont en train d'être construites entre la Grande-Bretagne et la France, ils jugent que la solution d'exporter de l'électricité en Grande-Bretagne, afin de l'aider à combler son déficit de production, est beaucoup plus sûre et beaucoup plus rentable. Au moins le temps de voir si l'EPR de Flamanville fonctionne correctement – ce dont personne n'est assuré pour l'instant –, le temps de remettre la conception d'un nouveau réacteur nucléaire en place.

Le 26 janvier, le président d'EDF a fait état d'un rapport d'expertise sur Hinkley Point, réalisé par Yannik Escatha, ancien directeur de CEA industrie et ancien directeur d'EDF, lors d'un conseil d'administration d'EDF. Mais il s'est bien gardé de le remettre. Le comité exécutif d'EDF n'y a pas eu accès non plus, selon nos informations. Malgré cette rétention d'informations, les uns et les autres ont compris que ce rapport émettait de nombreuses critiques et réserves sur le projet. Comme tous les opposants, celui-ci souligne le calendrier irréaliste du projet, s'interroge sur les capacités d'Areva et des autres prestataires à réussir en l'état, insiste sur les risques industriels et financiers immenses pour le groupe.

Pourtant le président d'EDF, soutenu par Emmanuel Macron, s'entête. « *Je crois que la décision d'investissement se rapproche* », a-t-il confirmé lors de la présentation des résultats du groupe, le 16 février. La décision relève du conseil d'administration du groupe. Déjà, les uns et les autres font les comptes. « *Tous les administrateurs représentant les salariés voteront contre si le projet est présenté* », pronostique un cadre. Mais il y a les autres. Brusquement, beaucoup prennent conscience de la faible représentativité des administrateurs siégeant au conseil du groupe. « *C'est une caricature du conseil d'administration à la française. Je te tiens, tu me tiens* », ironise un observateur.

On y trouve en vrac : Philippe Crouzet, président de Vallourec, groupe qui vient d'être sauvé de la faillite par l'entrée au capital de la BFI ; Bruno Lafont, ancien président de Lafarge, parti avec un parachute en or massif de plus de 30 millions d'euros au moment de la vente du groupe cimentier au suisse Holcim ; Philippe Varin, ancien président de Peugeot Citroën désormais président du conseil de surveillance d'Areva ; Laurence Parisot, ancienne présidente du Medef. « *Je crois qu'il n'y a que cette dernière qui soit vraiment préoccupée par le sujet. Les autres suivent l'avis du président. Quant aux administrateurs de l'État, faut-il en parler ? Les représentants de l'APE [Agence de participations de l'État – ndlr], ils sont tellement passionnés par leur mission qu'ils restent dix-huit mois avant d'aller se vendre dans une banque d'affaires* », dit un connaisseur du dossier.

Toutes les alarmes sonnent sur le projet d'EPR d'Hinkley Point. Pourtant, il pourrait malgré tout voir le jour, au risque de mettre EDF en péril. Quels intérêts se cachent derrière l'argument de la « glorieuse » sauvegarde de la filière nucléaire française et de l'EPR ? La présence d'EDF en Grande-Bretagne ? Celle du président d'EDF UK, Vincent de Rivaz, présenté comme le vice-roi du groupe ? Ou autre chose ? Pourquoi tant d'entêtement ?

**Troisième volet : la fin de l'électricité la moins chère du monde.**

**URL source:** <https://www.mediapart.fr/journal/france/180216/les-deboires-dedf-le-piege-mortel-des-epr-dhinkley-point>